

LES ENJEUX DE LA RADICALISATION ISLAMISTE AU SENEGAL - INTERVIEW AVEC BAKARY SAMBE¹

Au cours des derniers mois, le terrorisme islamiste a frappé différents pays d'Afrique de l'Ouest. Dans cette interview, Bakary Sambe, enseignant-chercheur au Centre d'étude des religions à l'université Gaston Berger de Saint-Louis revient sur les raisons qui font de cette région un foyer du djihadisme islamiste en évoquant le cas du Sénégal.

Deux conflits générés par des groupes se réclamant de l'islam déstabilisent la région ouest-africaine. Il s'agit, premièrement, du Mali où en 2012, différents mouvements terroristes plus ou moins affiliés à Al-Qaïda au Maghreb islamique ont envahi le Nord-Mali. Si l'intervention militaire française débutée en janvier 2013 a réussi à les y déloger, des cellules terroristes très actives y subsistent, implantées maintenant aussi dans le centre et le sud du pays. C'est à partir de là que les attaques terroristes qui ont touché dernièrement outre le Mali, le Burkina Faso (janvier 2016) et la Côte d'Ivoire (mars 2016) ont été menées. Le deuxième foyer du terrorisme islamiste dans cette région se trouve dans le nord du Nigéria. Depuis les années 2000, le groupe Boko Haram y sème la terreur et développe une stratégie d'expansion qui menace la stabilité des pays voisins comme le Cameroun, le Niger et le Tchad. L'existence de liens entre cette organisation et les groupes terroristes du Mali est attestée.

Comme le Nord du Nigéria et le Mali avec qui il partage une longue frontière, le Sénégal a une population très majoritairement musulmane. L'islam pratiqué est avant tout un islam soufi organisé en confréries. Mais on y observe ces dernières années, des mouvements islamistes radicaux qui peuvent servir de terreau idéologique et de soutien aux groupes terroristes agissant dans la région. Dans cet entretien, Bakary Sambe revient sur la genèse et les raisons de la radicalisation islamiste au Sénégal ainsi que les enjeux soulevés par cette question.

INTERVIEW

Quelles sont les raisons de la radicalisation islamiste au Sénégal ?

Il s'agit d'abord d'une contestation de l'islam traditionnel. Influencés par les idéologies salafistes et wahhabites, certains sont convaincus que l'islam confrérique tel qu'il est pratiqué chez nous est un islam impur et qu'il faudrait retourner à un islam plus conforme à celui des pieux anciens du VII^{ème} siècle. Ces derniers sont appelés les « Salafs » d'où vient donc l'expression « salafisme ». Et

¹ Politologue et islamologue, Dr. Bakary Sambe est enseignant-chercheur au Centre d'étude des religions de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis au Sénégal. Il est également le fondateur de l'Observatoire des radicalismes et conflits religieux en Afrique (ORCRA) au sein de Timbuktu Institute -African Center for Peace Studies à Dakar qu'il dirige. Spécialiste du monde musulman, des rapports arabo-africains et du militantisme islamique, il travaille aujourd'hui sur la radicalisation et les réseaux transnationaux dans le Sahel. Son dernier ouvrage « Boko Haram, du problème nigérian à la menace régionale » a été publié aux Timbuktu Editions (Dakar – Le Caire) en 2015.

Puis, en dehors de ce facteur purement idéologique, il y a la dimension socioéconomique, la frustration de nos jeunes.

Pour vous expliquer la relation entre ces deux facteurs, je vais vous rapporter ce que m'a dit le Cheikh Ibrahim Saleh Al Husseini qui vit dans le nord du Nigéria. Il connaît bien l'extrémisme puisque cette région est le terrain d'action du groupe terroriste Boko Haram. Pour lui, « la radicalisation, c'est l'enfant naturel issu des liaisons dangereuses entre l'arrogance des injustes et l'ignorance de ceux qui se sentent victimes. » Les injustes, ce sont nos Etats et leur mal gouvernance, l'injustice sociale, le chômage et l'absence de perspective et puis, il y a les injustices internationales : la question palestinienne, la situation de l'Afghanistan, la question kurde... Tout cela alimente la rhétorique salafiste. Les victimes, ce sont nos jeunes désœuvrés qui manipulent l'islam et ses symboles religieux pour des motifs politiques.

En fait, l'Afrique n'échappe pas à un mouvement global amorcé depuis la disparition des idéologies de gauche et la chute du mur de Berlin. La radicalisation islamiste est présente partout dans le monde : l'islam est devenu le syndicat unitaire des nouveaux damnés de la terre. Avant on pouvait être contre l'ultralibéralisme imposé par le grand capital, dénoncer l'impérialisme américain en adhérant aux idéologies politiques contestataires etc. Maintenant l'islam est devenu ce moyen de contestation de la globalisation et de ses effets pervers, de l'hégémonisme des grandes puissances y compris au sein même des sociétés européennes, devenues paradoxalement exportatrices de djihadistes vers la Syrie.

Le phénomène de radicalisation est-il récent ?

Non, le phénomène n'est pas nouveau, mais on s'en occupe seulement maintenant parce qu'il y a un enjeu sécuritaire. Les réseaux que la communauté internationale cherche à éradiquer sont anciens. On peut dire que la communauté internationale a quarante ans de retard.

En effet, les pays du Sahel ont connu de grandes sécheresses dans les années 1970. Ils ont demandé de l'aide. Or les seuls pays disposés alors à donner de l'argent ont été les pays du Golfe – les pays occidentaux faisant face à la crise causée par le choc pétrolier. Les pétromonarchies sont donc venues creuser des puits, aider les gens, construire des mosquées etc. L'idéologie wahhabite a suivi le même chemin que les pétrodollars.

Ensuite, les pays occidentaux ont fait une deuxième erreur. Dans les années 1980, les pays du Sahel comme d'autres en Afrique ont été soumis aux politiques d'ajustement structurel imposées par la banque mondiale et le fond monétaire international qui ont détruit les services sociaux de base. Il y a eu des baisses drastiques des investissements publics dans l'éducation et la santé. Et les organisations islamistes sont revenues dans nos pays en créant des ONG islamiques qui ont construit des écoles, fait des œuvres de charité...

Elles sont maintenant tellement ancrées dans la société que les gens les ont acceptées. C'est un peu tard pour les pays occidentaux de réagir. Si vous dites aux Sénégalais, « Attention aux Qataris, aux Saoudiens, ils vont vous idéologiser ! », ceux-ci vont secouer la tête : « Mais ils ont construit des puits, ils nous donnent à manger, des vêtements, des écoles et ils nous aident pour la rupture du jeûne. »

Quels sont les mouvements radicaux présents au Sénégal ?

La contestation de l'islam traditionnel et pacifique soufi, a donné naissance à deux mouvements. Le premier est né en 1978. Il s'agit du mouvement Ibâdu Rahmân qui est idéologiquement proche des Frères Musulmans. Il est actif dans l'encadrement social des jeunes. Cela commence au lycée, puis à l'université avec l'association des élèves et étudiants et musulmans du Sénégal. Aujourd'hui, on a le premier noyau des Frères musulmans au Sénégal. C'est le Rassemblement Islamique du Sénégal (RIS) avec le projet politique de prendre le pouvoir au Sénégal et un jour s'ils le peuvent d'appliquer la Sharia.

L'autre mouvement, Al-Falâh, est celui du salafisme wahhabite. Il est donc d'émanation et sous forte influence saoudienne. Au début, c'était un mouvement qui ne parlait pas de politique. C'était un piétisme qui voulait purifier l'islam, retourner à l'âge d'or de l'islam, au texte, à la tradition.

Ces mouvements constituent-ils un danger pour le Sénégal ?

Ce sont ces discours-là qui ont enfanté un Ben Laden, qui ont enfanté Daech. Il a une rhétorique dans le salafisme et attribué au Prophète de l'islam qui dit que « quand un mal se présente, il faut le combattre par la force, si on ne peut pas, il faut le combattre par la parole ou le déplorer profondément ». Les mouvements salafistes ont commencé par la parole en contestant notre Islam qui a toujours été le gage de la stabilité du Sénégal. Ils n'ont pas encore la force de le combattre car la majorité des croyants est membre des confréries soufies. Mais dans leur enseignement au quotidien, ils disent à nos enfants : « l'islam que pratiquent vos parents, est un islam impur, c'est du shirk, - le péché impardonnable de l'associationnisme. »

C'est bien notre islam africain soufi qui est visé. Lors de l'occupation de Tombouctou au Mali en 2012 par les groupes terroristes salafistes, ceux-ci se sont attaqués à ce qui représentait l'islam traditionnel, à la contribution des Africains à la civilisation de l'islam. Ils ont détruits les mausolées des saints comme nous en avons, au Sénégal, à Touba et à Tivaouane. Je pense qu'il faut prendre au sérieux la notion de « Taqiyya ». C'est un principe qui vient du chiisme mais que des mouvements de l'islam politique ont adopté. En gros, il s'agit de dissimuler son véritable agenda, le temps que le rapport de forces devienne favorable.

Laissez-moi vous donner des exemples : la constitution du Sénégal ne permet pas la création d'un parti islamiste. Alors que l'Imam Mbaye Niang, proche de la mouvance dite réformatrice de l'islam, a créé un parti « le mouvement de la réforme pour le développement social » et est devenu député au Parlement. Pour moi, on est dans une logique d'agenda caché au prix même de compromissions politiques. J'ai interrogé aussi plusieurs fois le chef de file des salafistes wahhabites au Sénégal Ahmad Lô ; dans les conférences publiques, il condamne fermement la violence mais dans un de ses célèbres ouvrages, il considère qu'il faut combattre le soufisme qui serait une entrave au Jihâd. Après les attentats de Bamako en novembre 2015, il a organisé un colloque dans son université, sur la notion de Jihad. Il disait qu'il ne fallait pas faire le Jihad, non pas parce qu'il serait contre l'idée, mais parce que les conditions qui le permettent religieusement ne seraient pas encore réunies...Je crois que du moment où l'idéologie salafiste qui a amené à la destruction des mausolées de Tombouctou, est présente, l'opérationnalité est une question de circonstances et celles-ci sont imprévisibles.

Il a un mythe au Sénégal, celui du Sénégalais naturellement non violent. Or ce mythe s'est complètement effondré dans les dernières années au pouvoir du Président Wade, quand les jeunes sont allés manifester devant les grilles du palais présidentiel. Des jeunes qui parfois s'auto-immolaient. Un jeune qui peut faire cela, un jour il peut porter une ceinture. Ce sont des situations de désespoir qui mènent souvent aux actes les plus irrationnels et souvent insoupçonnés.

Y-a-t-il une cartographie particulière de la radicalisation islamiste au Sénégal ?

Pendant la guerre au Mali, un sondage relevait que 35 % des jeunes sénégalais interrogés dans la banlieue dakaroise supportaient les djihadistes (*enquête d'opinion publique menée par l'auteur en février, mars 2013, NDRL*). Ce chiffre est peut-être exagéré. Mais il existe plusieurs poches de radicalisation : il y a d'abord la ville de Thiès, la banlieue dakaroise et la ville de Louga. Puis, ce qui est très intéressant, c'est la présence croissante de l'extrémisme religieux dans les régions périphériques. On le voit dans la composition des groupes de Sénégalais partir combattre avec Daech notamment le groupe de Syrte en Libye. Ils sont, le plus souvent, issus du Sénégal oriental, de la Casamance et un peu du Fouta.

La Casamance constitue un cas d'école. A partir des années 2000, des groupes radicaux rivaux s'y sont implantés. Il y a eu le petit groupe des chiites sénégalais qui y sont allés construire des écovillages avec l'ONG Mozdahir International. Puis des organisations proches de l'Arabie saoudite ont donné de l'argent à des groupes de la banlieue de Dakar pour qu'ils aillent là-bas construire des mosquées. C'est aussi une parfaite illustration de la rivalité des puissances du Moyen-Orient sur fond de concurrence de modèles religieux. Pourquoi la Casamance ? C'est une zone de turbulence politique (*un mouvement séparatiste y existe depuis le début des années 1980 et mène une guérilla plus ou moins active durement réprimé par l'armée du Sénégal, NDRL*). Et c'est une zone

d'instabilité notamment du fait de la proximité des frontières gambienne et de la Guinée-Bissau. Les trafics de drogue et d'armes y génèrent de l'argent.

Depuis le 11 septembre 2001 et l'intervention américaine en Afghanistan, la stratégie d'Al-Qaida a changé. Les grandes cibles internationales avec des stratégies globales ont été abandonnées car ces dernières sont de plus en plus difficiles à conduire. Que font les terroristes maintenant ? Ils s'installent dans une zone de conflit local, ils récupèrent le conflit et lui donnent un habillage islamique. Une fois cela fait, ils arrivent à attirer l'Occident dans le piège de l'intervention. L'Occident intervient, il y a des bavures et des ratés, cela produit encore plus de frustrations et donc de radicalisés et cela perdure. C'est ce qu'ils ont fait au Mali.

On entend souvent au Sénégal que les confréries islamiques constituent un rempart contre la radicalisation islamiste. Cela est-il vrai ?

C'est une idée fortement répandue. Et certes, les confréries sont des remparts idéologiques. Mais si elles veulent le demeurer, premièrement, les confréries doivent éviter d'être décrédibilisées par leurs accointances répétitives avec les différents pouvoirs politiques au gré des alternances. Dans nos sociétés sahéliennes, le thème le plus porteur pour les jeunes, c'est la contestation de l'autorité politique. Et deuxièmement, il faudrait que les confréries développent une nouvelle pédagogie et une nouvelle didactique du soufisme. Celui-ci ne parle plus aux jeunes générations qui sont en forte demande de spiritualité et d'attente de modèles et d'idéaux.

Le discours traditionnel des confréries est parfois archaïque dans sa méthodologie et complètement en décalage avec les attentes de nombreux jeunes. On y parle de miracles et puis il y a ces nouveaux types de marabouts qui demandent de l'argent pour se construire de belles villas et qui se font aduler contrairement aux enseignements des grands érudits soufis Cheikh El Hadji Malick ou de Serigne Touba.

Le discours salafiste semble beaucoup plus rationnel aux jeunes et utilise les outils performants de l'Internet à travers facebook et YouTube. La mosquée de l'Ucad, l'université de Dakar, est contrôlée et dirigée par les mouvements salafistes. Les imams s'y expriment en français. Ils tiennent des discours bien logiques sur les questions internationales les plus pointues... Leur stratégie est plus performante et fascine les jeunes. Ils utilisent les moyens technologiques – les imams ont leur Ipad, postent leurs prêches sur Youtube – pour mieux combattre la modernité sociale.

C'est pour venir en appui à l'enseignement d'un islam de paix et de concorde que j'ai créé l'institut Timbuktu. Cette ville est le symbole de l'héritage traditionnel africain, un héritage fait de métissages, de dialogue et de brassages entre les civilisations. Il faut renforcer la présence sur le web de prédicateurs soufis et partisans de la paix pour détourner les jeunes de l'offre salafiste car la montée de l'extrémisme, c'est le rejet de l'islam traditionnel, non pas tant pour son contenu, que pour sa méthode et son absence de pédagogie adaptée aux préoccupations spirituelles et existentielles des jeunes. Il faut une réelle politique de prévention et d'éducation à la paix et à la citoyenneté inclusive. Les solutions strictement militaires ont montré leurs limites. L'éducation et l'insertion socioéconomique des jeunes en demande d'espérance me semblent plus adéquates.

Interview par Odile Jolys (Journaliste odile.jolys@web.de)

ROSA-LUXEMBURG-STIFTUNG
WEST AFRICA
Villa Mermoz | 43 Mermoz-Sotrac Dakar Senegal
Telephone: +221 33 869 75 19 | Fax: +221 33 824 19 95 | Website: www.rosalux.sn

ROSA-LUXEMBURG-STIFTUNG

Les points de vue et opinions exprimées par l'auteur ne reflètent pas nécessairement ceux de la Fondation Rosa Luxemburg.